

IMF Survey

DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE

FMI : « La zone euro doit encore assainir le secteur bancaire »

Bulletin du FMI en ligne
8 juin 2009

- Des signes d'amélioration, mais la reprise sera probablement lente
- Une action décisive s'impose dans le secteur financier
- Une occasion historique de renforcer les règles de stabilité financière

Le 8 juin, au terme de ses consultations avec les responsables de la zone euro, et en préparation de son évaluation économique annuelle, le FMI a invité la région à redoubler d'efforts pour assainir son secteur bancaire affaibli par la crise financière mondiale.

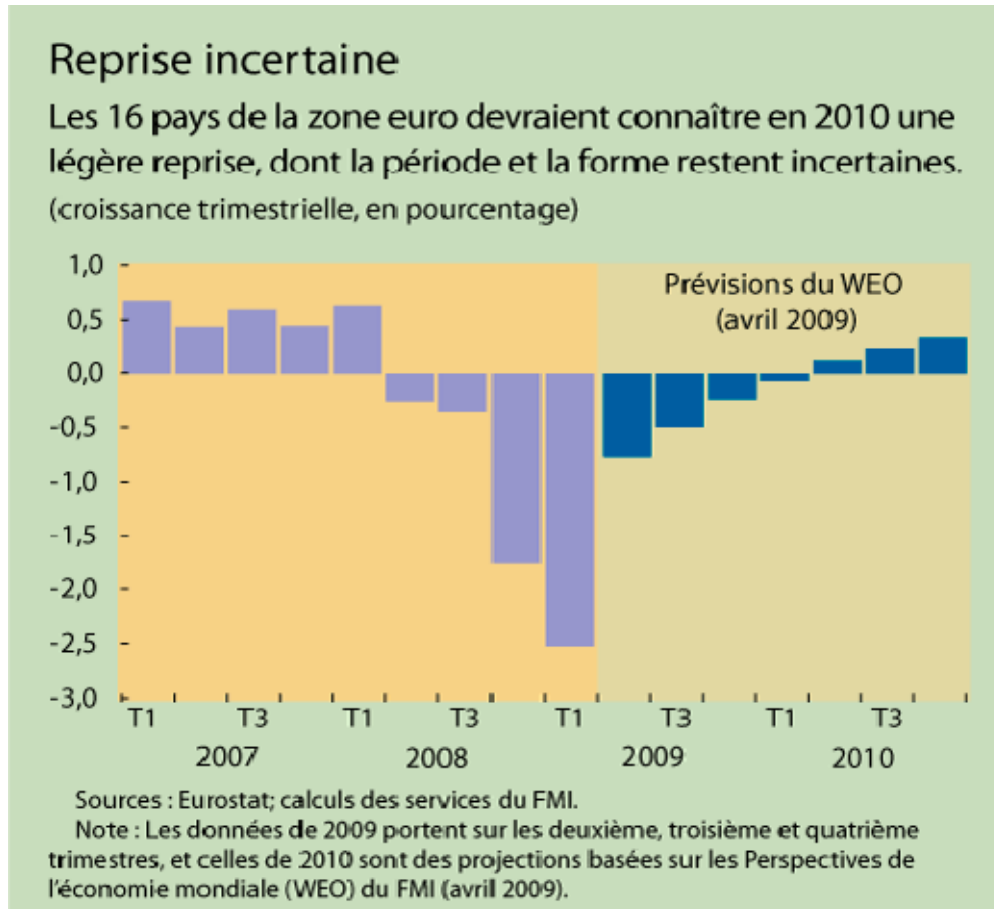
Le rapport final sera publié après avoir été examiné par le Conseil d'administration du FMI, composé de 24 membres.

« S'agissant du déclin de l'activité, le pire est sans doute passé, mais la période et la forme de la reprise restent éminemment incertaines », a déclaré Marek Belka, Directeur du Département Europe du FMI, à une réunion de l'Eurogroupe (qui comprend les 16 ministres des finances des pays de la zone et le Président de la Banque centrale européenne), le 8 juin.

Une reprise incertaine

Les [plus récentes prévisions](#) du FMI pour 2009 font état d'une baisse de 4,2 % de la production économique de la zone euro et d'une reprise en 2010 (voir graphique). « Quand la reprise surviendra en définitive, elle sera probablement faible », a ajouté M. Belka. Trois facteurs importants influent sur les perspectives.

- **Les tensions résiduelles dans le secteur financier**, qui résultent notamment de la récession, créent de l'incertitude.
- **La confiance fragile** des consommateurs et des entreprises affaiblit la demande.
- **Les rigidités structurelles**, y compris sur le marché du travail, risquent de transformer la récession en une longue période de croissance anémique.



Il est temps d'assainir les banques

« Le secteur bancaire est essentiel à une reprise durable », a déclaré M. Belka. L'assainissement des banques revêt une importance primordiale, et ce, pour trois raisons.

- Premièrement, le *fonctionnement optimal du système financier détermine l'efficacité de la politique monétaire et budgétaire* en ce qui concerne le soutien de la demande.
- Deuxièmement, la cascade de pertes attribuables à la récession n'ayant pas encore atteint le système financier, *il existe encore un risque considérable de boucle de rétroaction négative* dans l'économie réelle.
- Troisièmement, en l'absence d'autres actions globales, *le système financier européen pourrait bien rester sous la perfusion des contribuables* pendant longtemps encore. Les investisseurs privés n'interviendront pas et les contraintes liées à l'intervention de l'État réduiront l'efficacité globale. Cela pourrait entraîner une longue période de faible croissance.

« Laissées à elles-mêmes, les banques seraient trop tentées de simplement se tirer d'affaire d'une manière ou d'une autre », a poursuivi M. Belka. Pour assurer la résolution des problèmes résiduels du système bancaire, le FMI est en train d'appuyer un examen coordonné et proactif de la position financière et de la viabilité des banques.

S'il incombe aux autorités de tutelle nationales de piloter l'initiative, les institutions de l'Union européenne doivent fixer des directives pour éviter les distorsions internationales, s'assurer que les examens nationaux se terminent à temps et en coordination avec d'autres pays, et éviter que l'État ne mette fin à son intervention dans le système bancaire de manière inefficace et désordonnée.

Par ailleurs, le FMI appuie sans réserve le renforcement proposé du cadre de stabilité financière de l'UE sur la base d'un [récent rapport](#) de Jacques de Larosière, ancien Directeur général du FMI. Selon M. Belka, « la crise a assurément mis en évidence la nécessité de nouveaux dispositifs de stabilité financière en Europe. Il faudrait tirer pleinement parti de la dynamique considérable qui s'est développée ces dernières semaines en vue d'apporter des modifications historiques à ces dispositifs. Dans ce contexte, nous approuvons fortement la proposition de la Commission concernant la mise en place d'un nouveau cadre de supervision pour l'UE et nous espérons qu'il peut être adopté sur un calendrier ambitieux. »

Une situation périlleuse

En matière de politique budgétaire, les autorités font face à un dilemme : allouer des ressources publiques considérables pour renforcer le secteur financier et atténuer la récession, « Face à une reprise lente et incertaine, il faudrait éviter de mettre fin prématurément à la relance budgétaire », a poursuivi M. Belka. En même temps, des mesures énergiques axées sur la pérennité sont nécessaires, en mettant un accent particulier sur le niveau d'endettement global et sur les coûts du vieillissement. « Par conséquent, nous exhortons les autorités nationales à amorcer la mise en place de plans de consolidation supplémentaire qui seront appliqués dès la reprise et à garantir leur synchronisation entre les pays de l'union ».

S'agissant de la politique monétaire, la BCE devrait conserver ses politiques actuelles de soutien. « Nous apprécions énormément la perspective à moyen terme adoptée clairement par la BCE, qui entoure toutes ses actions de sauvegardes appropriées et qui ne laisse guère de doute quant à sa capacité de préserver la stabilité des prix à long terme », a déclaré M. Belka.

Enfin, les progrès en matière de réformes structurelles revêtent plus d'importance que jamais afin de garantir que la reprise repose sur des fondements solides.

Si vous avez des commentaires sur cet article veuillez les adresser à imfsurvey@imf.org

Ce texte est une traduction d'un article du *IMF Survey magazine* publié sur : www.imf.org/imfsurvey